

Pôle Secrétariat Général / Direction Commande Publique / CSP Technique Services Urbains


Règlement de la consultation

Mode d'emploi pour candidater











Missions de contrôleur technique (CT) relatives aux travaux dans le cadre du futur MGP de la station d'épuration (STEP) OVILLO à Marquette-Lez-Lille

Procédure adaptée ouverte – Consultation n° 25EA06

Calendrier de la consultation

| | |
|---|------------------------------|
| Date limite des candidats pour poser des questions | 30 / 06 / 2025 |
| Date limite MEL des réponses aux questions et pour modifier les documents | 03 / 07 / 2025 |
|  Date limite de réception des offres par la MEL | 10 / 07 / 2025 à 12 h |
| Date de fin de validité des offres | 09 / 01 / 2026 |

Informations essentielles

| | |
|---|--|
|  Marché réservé | <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non |
|  Considération sociale | <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non |
|  Considération environnementale | <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non |
|  Ouverture aux variantes | Interdites |
|  Prestations supplémentaires éventuelles | <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non |
|  Forme de groupement imposée | Aucune |
|  Modalités de facturation | Chorus Pro |
|  Modalités de signature du marché | À l'attribution, manuscrite ou électronique |
|  DUME acheteur | <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non |
|  Visite prévue | Oui : obligatoire (voir article 2.1.d) |

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Préambule : dématérialisation des échanges | 3 |
| Partie 1 : de quoi s'agit-il ? | 4 |
| 1. 1. Les intervenants | 4 |
| 1. 2. La consultation | 4 |
| 1.2 .a. Description globale de la consultation | 4 |
| 1.2 .b. Allotissement | 5 |
| Partie 2 : comment participer ? | 5 |
| 2. 1. Prendre connaissance du dossier de consultation | 5 |
| 2.1 .a. Télécharger le dossier de consultation en s'identifiant..... | 5 |
| 2.1 .b. Vérifier le contenu du dossier de consultation | 5 |
| 2.1 .c. Poser des questions | 6 |
| 2.1 .d. Effectuer une visite OBLIGATOIRE | 6 |
| 2. 2. Préparer sa réponse..... | 7 |
| 2.2 .a. Répondre seul ou à plusieurs | 7 |
| 2.2 .b. Répondre avec des variantes..... | 8 |
| 2.2 .c. Adapter sa réponse aux critères de l'acheteur | 8 |
| 2.2 .d. Constituer le dossier de réponse..... | 9 |
| 2. 3. Déposer sa proposition | 11 |
| 2.3 .a. Dépôt des plis sur le profil acheteur | 11 |
| 2.3 .b. Remise d'une copie de sauvegarde | 11 |
| Partie 3 : après le dépôt de votre offre | 12 |
| 3. 1. Analyse des candidatures..... | 12 |
| 3. 2. Analyse des offres..... | 12 |
| 3.2 .a. Discordance dans l'offre de prix forfaitaire | 12 |
| 3.2 .b. Négociation..... | 12 |
| 3.2 .c. Demande de précisions sur la teneur des offres | 13 |
| 3.2 .d. Régularisation des offres | 13 |
| 3.2 .e. Offres anormalement basses..... | 13 |
| 3. 3. Attribution | 13 |
| 3.3 .a. Incompatibilité d'attribution | 13 |
| 3.3 .b. Documents demandés : vérification de l'absence d'un motif d'exclusion des marchés | 13 |
| 3.3 .c. Signature du marché | 14 |

PRÉAMBULE : DÉMATÉRIALISATION DES ÉCHANGES

Si la MEL veut prendre contact avec vous pendant l'analyse des offres, elle le fait uniquement par sa plateforme de dématérialisation (aussi appelée profil acheteur) sur **l'adresse mail du compte utilisateur** de l'entreprise.

Pour répondre aux demandes, vous devez utiliser le bouton « répondre au message » présent sur le mail. Vous avez la possibilité de joindre à votre réponse les documents demandés **dans la limite de 60 Mo** (au-delà, l'envoi doit être fait en plusieurs fois).

La seule exception aux échanges électroniques concerne l'envoi du marché signé après attribution : en cas de signature manuscrite, la transmission se fera par voie postale.

En cas de problème sur la plateforme, veuillez contacter l'assistance en ligne en cliquant sur l'icône suivante :



PARTIE 1 : DE QUOI S'AGIT-IL ?

1. 1. LES INTERVENANTS

Acheteur : Métropole Européenne de Lille, Direction Eau et Assainissement, 2 boulevard des Cités Unies, CS 70043, 59 040 Lille cedex, SIRET n° 200 093 201 00081

Contact : marches.services.urbains@lillemetropole.fr ; 03.20.21.27.57

Assistant Maitrise d’Ouvrage :

Groupement SETEC HYDRATEC / SELARL PINTAT AVOCATS

Immeuble Central Seine, 42/52 quai de la Rapée 7

5583 Paris cedex 12

Maître d'œuvre : Le maître d'œuvre sera intégré au groupement titulaire du MPGP

Coordonnateur SPS : Le coordonnateur sera défini ultérieurement. Une consultation parallèle désignera le titulaire du marché. Le chantier est en catégorie 2.

1. 2. LA CONSULTATION

1.2 .a. Description globale de la consultation

La présente consultation concerne la réalisation de missions de contrôleur technique (CT) relatives aux travaux dans le cadre du futur Marché Public Global de Performance (MPGP) de la station d'épuration (STEP) OVILLO à Marquette.

L'ensemble des missions du CT sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

Le marché est décomposé en parties techniques appelées phases :

| N° phase | Intitulé phase |
|----------|---|
| 1 | Conception - amont |
| 2 | Conception - marché public global de performance |
| 3 | Construction et mises en service des installations nouvelles ou modifiées |

Les parties technique 2 et 3 peuvent se chevaucher.

La durée prévisionnelle du marché est de 8 ans à compter de la date de notification. Le marché est conclu pour une durée déterminable commençant à compter de sa date de notification et s'achève à la fin du délai de Garantie de Parfait Achèvement des travaux du Marché public global de performance (MPGP).

Date prévisionnelle de démarrage des prestations : Octobre 2025

1.2 .b. Allotissement

Les prestations **ne sont pas décomposées en lots**.

PARTIE 2 : COMMENT PARTICIPER ?



Vous n'avez pas l'habitude des marchés publics ? Trouvez les réponses à vos questions dans le [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#).

2. 1. PRENDRE CONNAISSANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION

2.1 .a. Télécharger le dossier de consultation en s'identifiant

Vous pouvez **télécharger le dossier de consultation** en vous rendant sur le lien suivant sur le profil acheteur de la MEL :

<https://marchespublics596280.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=574440&orgAcronyme=5C371>



Pourquoi s'identifier ? Indiquer une adresse de courriel vous permet d'être tenu informé automatiquement des reports de délai, modifications et des précisions éventuellement apportés au marché avant la date limite fixée pour la remise des offres.

2.1 .b. Vérifier le contenu du dossier de consultation

Le DCE **comprend les documents suivants** :

- 1) L'avis d'appel à la Concurrence (AAC) ;

Les guides

- 1) Le guide d'utilisation du profil d'acheteur¹ ;
- 2) Explications sur la signature électronique ;
- 3) Comment signer électroniquement ;
- 4) Comment déposer une offre en ligne ;

Les formulaires

- 1) DC1 et sa notice explicative ;
- 2) DC2 et sa notice explicative ;
- 3) DC4 (annexe de sous-traitance) et sa notice explicative ;

Les pièces administratives et financières

- 1) Le présent règlement de la consultation et son annexe relative à l'information sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- 2) Le cadre de mémoire technique ;

¹ Ce guide d'utilisation est inséré, à titre d'information, dans le dossier de consultation, pour permettre aux entreprises d'effectuer les démarches sur le profil d'acheteur

- 3) L'acte d'engagement (AE) ;
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe relative aux dispositions générales ;
- 5) La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

Les pièces techniques

- 1) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- 2) Les annexes techniques non contractuelles comprenant :
 - Annexe 1 : Planning prévisionnel des travaux
 - Annexe 2 : Plan masse de la STEP.



Vérifiez bien que vous disposez de l'ensemble des éléments du DCE : ils vous sont nécessaires pour préparer correctement votre réponse.

La MEL se réserve la possibilité d'envoyer des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation soit à son initiative soit à la suite de questions posées par une entreprise (voir article 2.1 .c) au plus tard à la date limite qui figure en première page de ce document.

2.1 .c. Poser des questions

Si vous souhaitez obtenir des précisions ou des renseignements complémentaires, il vous suffit de **poser votre question en vous connectant à la consultation** à l'adresse indiquée à l'article 2.1 .a et poser votre question en ligne.

La date limite pour poser votre question figure en première page de ce document.

Les réponses sont transmises par la MEL exclusivement sur le profil acheteur.

2.1 .d. Effectuer une visite OBLIGATOIRE

Dans le cadre de la préparation de votre réponse, vous **devez** procéder à une visite sur site. Cette visite est **obligatoire. Elle donnera lieu à une attestation à joindre obligatoirement à votre offre.**

L'obligation de visite permet au représentant du pouvoir adjudicateur de s'assurer que le candidat connaît le lieu d'exécution du marché et les contraintes qui en découlent.

Un soumissionnaire qui est en mesure de justifier, par un autre moyen, qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes, peut être dispensé de cette visite obligatoire sans que son offre soit considérée comme irrégulière.

Dans ce cas, le candidat doit justifier de sa connaissance approfondie du projet par tout moyen autre que la visite obligatoire.

Pour l'organisation de la visite, la personne à contacter est la suivante :

Monsieur Julien HETKOWSKI

jhetkowski@lillemetropole.fr

06.03.79.04.51

Une visite est organisée aux dates suivantes :

- Le 11/06/2025 de 9h30 à 12h30 ;
- Le 18/06/2025 de 9h30 à 12h30 ;

Selon les conditions suivantes :

- Le rendez-vous est fixé à l'entrée de la station d'épuration OVILLO à Marquette-Lez-Lille;
- Le nombre de représentants par candidat est fixé à 2 personnes maximum par visite ;
- Les noms des représentants de chaque candidat sont communiqués à la MEL par mail aux adresses mails de contact au plus tard la veille de la visite soit réciproquement:
 - Le 10/06/2025 à 12h00 ;
 - Le 17/06/2025 à 12h00 ;
- Les candidats sont admis à effectuer toutes sortes d'observations directes et toutes prises de notes, cotes ou photos ;
- Les candidats ne sont pas admis à formuler des questions orales ou des demandes de précisions relatives au contenu technique ou administratif de la consultation. Les éventuelles questions devront être formulées par écrit suivant les modalités définies à l'article 2.1 .c du présent règlement de la consultation ;
- La visite est effectuée sous la conduite d'un représentant de la MEL ;
- Le candidat doit disposer de ses propres équipements de sécurité (chaussures de sécurité, casque, bouchons d'oreilles), et fournir une habilitation pour l'accès aux locaux électriques pour chaque personne désirant accéder à ces locaux. La visite du site sera refusée aux personnes ne disposant pas d'équipement de sécurité.

2. 2. PRÉPARER SA RÉPONSE

2.2 .a. Répondre seul ou à plusieurs

Pour répondre à la consultation lancée par la MEL, vous pouvez vous présenter **seul** ou vous **associer à d'autres opérateurs**. Dans la seconde hypothèse, vous pouvez par exemple vous grouper avec des entreprises pour former un **groupement momentané d'entreprises**.

Attention, les candidatures multiples sont interdites (1 seule candidature possible par entreprise) :

- Un même opérateur économique ne peut pas être **membre de plusieurs groupements** ;
- Un même opérateur économique ne peut pas être **candidat individuel (candidat unique) et membre d'un ou plusieurs groupements**.

Candidater seul

Si vous envisagez une candidature en tant que candidat unique, il n'y a **pas de contrainte particulière**.

Candidater en groupement d'entreprises

Aucune forme de groupement n'est imposée : le groupement peut être solidaire ou conjoint. Si le groupement est conjoint, le mandataire doit être solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard de la MEL.

Candidater avec un sous-traitant

Les candidats peuvent faire appel à la sous-traitance, qu'ils soient candidats uniques ou réunis au sein d'un groupement d'entreprises sous réserve de la possession des agréments techniques nécessaires à l'exercice de la profession réglementée.

S'il souhaite que les capacités du ou des sous-traitants soient prises en compte lors de l'évaluation de sa candidature, le candidat présente un dossier pour chaque sous-traitant comprenant les capacités du sous-traitant et la preuve que le candidat en disposera pour l'exécution du marché (ex : engagement du sous-traitant attestant qu'il va mettre ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché). À défaut, les capacités de ces sous-traitants ne seront pas prises en compte.

2.2 .b. Répondre avec des variantes

La variante est une modification des spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Les variantes sont interdites. L'offre doit donc être strictement conforme aux pièces du marché.

En cas de présentation d'une offre avec variante, seule l'offre de base clairement identifiée à l'ouverture des offres sera prise en compte et la variante ne sera ni analysée ni classée. Les candidats ne peuvent pas se prévaloir d'une quelconque manière des éventuelles variantes proposées en contradiction avec le présent article.

2.2 .c. Adapter sa réponse aux critères de l'acheteur

Les offres conformes des candidats présentant des capacités suffisantes² seront évaluées au regard des **critères et sous-critères de jugement des offres** suivants et feront l'objet d'un **classement respectant la pondération des critères et sous-critères** indiquée ci-dessous :

| Critère | Modalité de prise en compte pour l'analyse |
|--|---|
| Prix des prestations (60 points) | Analysé sur la base du montant total du marché (toutes phases confondues) indiqué dans l'acte d'engagement |
| Valeur technique (40 points) analysée au regard du cadre de mémoire technique (voir article 2.2.e « Assembler son offre ») et selon les sous-critères suivants : | Qualité de l'organisation et des moyens humains affectés à l'exécution de chacune des parties techniques du marché (9 points) |
| | Cohérence des temps prévus pour l'exécution de chacune des parties techniques du marché techniques du marché (6 points) |
| | Pertinence de la méthodologie mise en œuvre pour l'exécution de la mission au regard des spécificités de l'opération de Marquette Ovilléo (25 points) |

Le détail des sous-critères de la valeur technique est repris dans le cadre de mémoire technique (CMT) joint au présent dossier de consultation des entreprises (DCE).

² Conformément à l'article R2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Dans ce cadre, les offres conformes seront analysées sans tenir compte de la candidature. L'analyse de la candidature sera ensuite réalisée afin de s'assurer de la recevabilité des candidatures conformément aux articles 2.2.d et 3.1. du présent règlement de la consultation.

2.2 .d. Constituer le dossier de réponse



Tous les documents transmis à la MEL doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat déposera un pli qui comporte à la fois des éléments de candidature et des éléments d'offre. Il veillera à bien séparer les documents (fichiers distincts).

Assembler votre candidature

Le tableau suivant précise les pièces à fournir :

| Tableau des pièces à fournir au titre de la candidature | |
|--|-----------------------------|
| Pièces à fournir | Format souhaité |
| Lettre de candidature ³ ou DC1 complété | PDF |
| Déclaration sur l'honneur ⁴ (si le DC1 n'est pas fourni) - pour chaque membre du groupement en cas de groupement | PDF |
| L'annexe du RC relative à l'information sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, selon les modalités qui y sont prévues | DOCX |
| Renseignements et /ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques et professionnelles : <ul style="list-style-type: none">Liste des services réalisés au cours des 3 dernières années⁵ ; Niveau minimum exigé : 2 missions CT réalisées sur des chantiers similaires dont le montant des travaux s'élevait au moins à 40 000 000 € HTPreuve d'une assurance des risques professionnels pertinents au vu des missions confiées au contrôleur technique | PDF pour tous les documents |
| Les prestations relevant en tout ou partie d'une profession réglementée, autorisation permettant de fournir la prestation de service objet du marché | PDF |

Le candidat **peut également joindre** les documents suivants :

| | |
|--|-----|
| Attestation de régularité fiscale (résultats et TVA) postérieure au mois de Juin 2025, ou attestation équivalente pour les candidats non établis en France | PDF |
|--|-----|

³ La lettre de candidature permet d'identifier le candidat (en cas de groupement, le mandataire, chaque membre du groupement, la nature du groupement) et, le cas échéant, les lots sur lesquels il candidate

⁴ Visée à [l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique](#) ou règle d'effet équivalent pour les candidats établis à l'étranger

⁵ Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

| | |
|---|-----|
| Attestation de régularité sociale (URSSAF datant de moins de 6 mois, ou équivalent) et autres certificats sociaux selon la situation de l'entreprise (congrés payés et chômage intempéries, assurance vieillesse, assurances invalidité décès....), ou attestations équivalentes pour les candidats non établis en France | PDF |
| Si votre entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés (notamment celui ayant arrêté le plan de redressement), ou document équivalent pour les candidats non établis en France | PDF |
| Si votre entreprise n'est pas établie en France, un extrait d'inscription au registre professionnel permettant de justifier l'absence de redressement ou liquidation judiciaire ou toute procédure équivalente | PDF |
| Liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail (ou document équivalent si votre entreprise n'est pas établie en France) | PDF |

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen.

Le candidat peut utiliser les formulaires DC1 et DC2 joints au présent dossier de consultation ou le DUME.

Si le candidat utilise un DUME, il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures listés dans le tableau ci-dessus. En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir un DUME.

Le candidat peut ne pas remettre des documents qu'il a déjà fournis dans le passé s'ils sont encore valables à condition d'indiquer pour quelle consultation il les avait déjà fournis (objet et, si possible, numéro de la consultation). À défaut, ces documents ne sont pas pris en compte.

Assembler votre offre

Le tableau suivant précise les pièces à fournir :

| Tableau des pièces à fournir au titre de l'offre | |
|---|----------------------|
| Pièces à fournir | Format souhaité |
| L'acte d'engagement complété ⁶ | DOCX PDF si signé |
| La décomposition du prix global et forfaitaire complétée ⁷ | XLSX |

⁶ Signature facultative de l'acte d'engagement (obligatoire pour la copie de sauvegarde sur support papier) ; joindre les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat tels que statuts ou pouvoir interne à la société, et, en cas de groupement, l'habilitation du mandataire s'il signe seul l'offre pour le groupement

⁷ Si la décomposition est remise au format PDF en plus du format XLSX, seul le format XLSX est pris en compte pour l'analyse des offres

| | |
|---|----------|
| Le cadre de mémoire technique complété | DOCX/PDF |
| L'attestation de visite obligatoire de site, remise par la MEL, complétée et signée ou tout autre justificatif permettant de justifier qu'il dispose d'une connaissance approfondie des lieux | PDF |

2. 3. DÉPOSER SA PROPOSITION

2.3 .a. Dépôt des plis sur le profil acheteur



Vous avez des questions sur la réponse en ligne ? Consultez le « [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#) » rédigé par Bercy.

Les plis (comprenant tous les documents mentionnés à l'article 0d ci-dessus) sont à déposer sur le profil d'acheteur, **au plus tard à la date et l'heure limites indiquées en première page** du présent document. L'adresse de dépôt est la suivante :

<https://marchespublics596280.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=574440&orgAcronyme=5C371>



Attention : **pensez à anticiper votre dépôt** plusieurs heures avant l'heure limite.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, **seule est ouverte la dernière offre reçue** dans le délai fixé pour la remise des offres.



Vous ignorez comment déposer une offre sur notre profil d'acheteur ? Reportez-vous au guide du profil d'acheteur : il est [téléchargeable sur le site](#)

2.3 .b. Remise d'une copie de sauvegarde

Vous avez la possibilité d'envoyer également une **copie de sauvegarde**⁸ sur support physique électronique (type clé USB) ou sur support papier, sous réserve qu'elle parvienne dans les délais impartis pour la remise des offres. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde – ne pas ouvrir », l'intitulé de la consultation et le nom du candidat.

La copie de sauvegarde est déposée à l'adresse suivante par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir la confidentialité (ex : lettre recommandée avec AR) :

Métropole Européenne de Lille
Direction Commande publique – Service Marchés publics – CSP Technique Services Urbains
 À l'attention de Jonathan VALLEZ
 2 boulevard des Cités Unies
 CS 70043
 59 040 Lille cedex

Elle peut aussi être déposée contre récépissé du lundi au vendredi les jours ouvrés de 8h à 18h à la même adresse.

⁸ La copie de sauvegarde est définie par un [arrêté du 22 mars 2019](#). Pour plus d'informations sur ce dispositif, reportez-vous au [guide très pratique de la dématérialisation des marchés publics](#).

PARTIE 3 : APRÈS LE DÉPÔT DE VOTRE OFFRE

3. 1. ANALYSE DES CANDIDATURES

Si, après l'ouverture des plis, la MEL constate qu'il manque des pièces ou informations pour examiner les candidatures, elle peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans le délai qu'elle fixe.

Après analyse des candidatures, les candidats qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes ne sont pas admis. Leur offre n'est donc pas analysée⁹.

3. 2. ANALYSE DES OFFRES

3.2 .a. Discordance dans l'offre de prix forfaitaire

Au cours de l'analyse des offres, en cas de discordance constatée dans une offre entre le prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et la décomposition de ce prix, c'est le montant indiqué dans l'acte d'engagement qui sera pris en compte pour le jugement des offres. Le candidat sera invité à mettre en harmonie la décomposition avec l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera considérée comme irrégulière.

3.2 .b. Négociation

Après une première analyse des offres fondée sur les critères de jugement des offres, la MEL **se réserve la possibilité d'engager une négociation** par écrit ou par entretiens oraux, avec les 3 meilleurs candidats. Cette négociation ne peut pas aboutir à modifier substantiellement les caractéristiques principales du marché.

Toutefois, les candidats sont avertis que **la phase de négociation n'est qu'éventuelle** et que la MEL attend d'eux leur meilleure proposition dès la remise des offres.

Les candidats retenus seront avisés par écrit (courrier reçu via le profil acheteur) de l'ouverture d'une phase de négociation. Le courrier d'invitation à négocier précisera les conditions de la négociation.

Si la MEL décide d'organiser des entretiens oraux, les candidats invités en seront informés au plus tard 5 jours francs avant la date fixée pour leur déroulement, l'invitation mentionnant ses modalités de déroulement. À la suite de ces entretiens, les candidats devront remettre, dans un délai de 8 jours francs, leur offre modifiée.

À la suite des entretiens oraux et/ou de la négociation écrite, les candidats seront invités à remettre une offre finale sur la base :

- soit du dossier de consultation initial en cas d'absence de modification,
- soit du dossier de demande d'offre finale (DDOF) intégrant les adaptations du dossier de consultation initial issues de la négociation.

⁹ Sauf en cas d'application de l'article R2161-4 du Code de la commande publique permettant à l'acheteur d'examiner les offres avant les candidatures. Dans ce cadre, l'attributaire pressenti qui ne présenterait pas les capacités suffisantes sera écarté. Un nouveau classement et, le cas échéant, une nouvelle analyse des offres sera réalisée si ce dernier était le moins-disant (critère prix) afin de s'assurer du choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

La MEL procédera à une analyse des offres finales, par application des mêmes critères de jugement des offres que lors de la 1^{ère} analyse, pour établir le classement définitif des offres.

3.2 .c. Demande de précisions sur la teneur des offres

La MEL pourra demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

3.2 .d. Régularisation des offres

La MEL pourra autoriser la régularisation des offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Toutefois, cette régularisation ne pourra pas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

3.2 .e. Offres anormalement basses

Toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

3. 3. ATTRIBUTION

3.3 .a. Incompatibilité d'attribution

Il est précisé aux candidats qu'une consultation parallèle intitulée 25EA05 Missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) pour la station d'épuration (STEP) OVILLOO à Marquette est en cours de passation. Afin de garantir l'indépendance entre les deux titulaires, la MEL précise qu'une même société ne pourra pas être retenue sur les deux consultations (y compris s'il s'agit d'un membre du groupement).

À l'issue de l'analyse, si un soumissionnaire (ou membre du groupement présent dans les 2 cas) arrivant en 1^{ère} position dans les 2 consultations, l'offre concernée sera déclarée irrégulière dans la consultation 25EA05 - Missions de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) relatives aux travaux dans le cadre du futur MPGP de la station d'épuration (STEP) OVILLOO à Marquette-Lez-Lille la station d'épuration (STEP) OVILLOO à Marquette-Lez-Lille et retenue dans la présente consultation (25EA06).

3.3 .b. Documents demandés : vérification de l'absence d'un motif d'exclusion des marchés

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra remettre à la MEL, dans le délai qu'elle fixe, les documents **en cours de validité** exigés par la réglementation, qu'elle ne détient pas. Ces documents sont ceux listés à l'article 0 ci-dessus qui peuvent être remis de manière facultative (documents listés dans « Assembler votre candidature »).

Les documents rédigés en langue étrangère devront être accompagnées d'une traduction en français.

Si le candidat retenu ne produit pas ces documents dans le délai imparti ou s'il relève d'un motif d'exclusion des marchés¹⁰, il sera éliminé dans les conditions fixées par le Code de la commande publique. Le candidat suivant dans le classement sera alors sollicité dans les mêmes termes pour fournir les documents.

¹⁰ Dont la liste figure aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique

3.3 .c. Signature du marché

Il n'est pas exigé de signature électronique à la remise des offres.

Seul le candidat retenu sera tenu de signer l'acte d'engagement qu'il s'engage, s'il est attributaire, à signer au format papier ou électronique selon que les deux signataires (MEL et candidat) sont dotés ou non d'un certificat de signature électronique :

- Si le candidat signe l'acte d'engagement avec son certificat de signature électronique, il le renvoie sur le profil d'acheteur ;
- Si le candidat signe l'acte d'engagement rematérialisé au format papier, il le renvoie par voie postale.

Dans les deux cas, il joint le document relatif aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat (statuts, pouvoir interne à la société ou tout autre document), et en cas de groupement, l'habilitation du mandataire s'il signe seul l'offre pour le groupement.

ANNEXE AU RC : FORMULAIRE D'ATTESTATION DE VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

Document à faire compléter et signer par le représentant de la MEL et à remettre avec l'offre

ATTESTATION DE VISITE OBLIGATOIRE

Visite obligatoire exigée au règlement de consultation pour la consultation suivante : 25EA06

Visite réalisée le :

Société:

(à remplir par le candidat)

| | |
|---|---|
| <i>Nom et signature du ou des représentant(s) du candidat ayant effectué la visite exigée</i> <i>(à remplir par le candidat)</i> | <i>Nom et signature du représentant de la Métropole européenne de Lille</i> |
| <i>Nom et signature :</i> | <i>Nom :</i> <i>Signature :</i> |